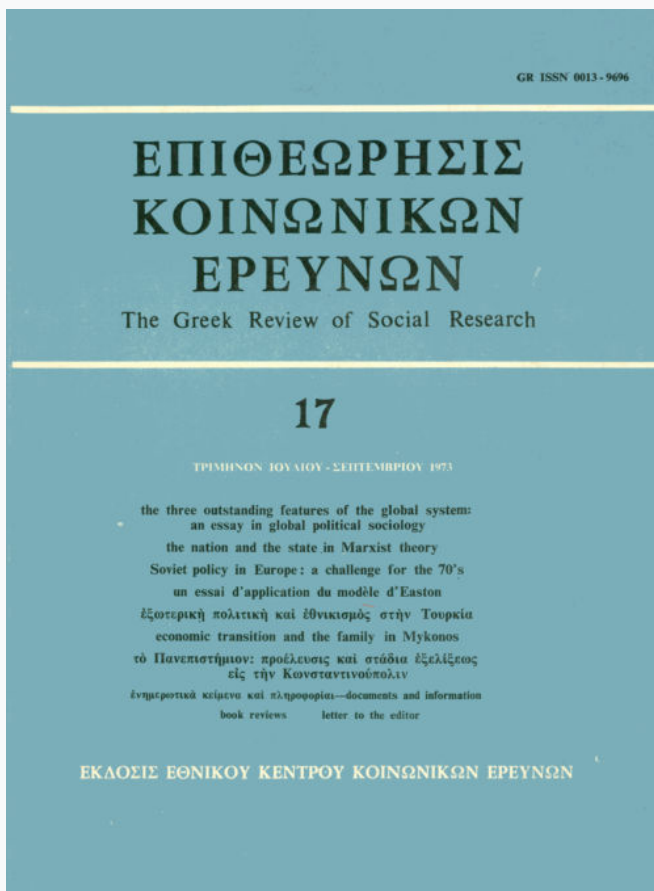


The Greek Review of Social Research

Vol 17 (1973)

17



Un essai d'application du modele d'Easton

Youlika Kotsovolou

doi: [10.12681/grsr.248](https://doi.org/10.12681/grsr.248)

Copyright © 1973, Youlika Kotsovolou



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).

To cite this article:

Kotsovolou, Y. (1973). Un essai d'application du modele d'Easton. *The Greek Review of Social Research*, 17, 99–109. <https://doi.org/10.12681/grsr.248>

un essai d'application du modèle d'Easton

par
Youlika Kotsovolou

*D.E.S. en Sc. Polit.
Avocat à Athènes*

introduction

L'approche systématique de la réalité politique, tant développée au cours de la dernière décennie, répond à une nécessité de construction théorique globalisante, intensément ressentie après la saturation du domaine empirique en théories partielles.

La fréquence de l'emploi de la notion de système dans des disciplines si différentes de celle des sciences exactes—auxquelles a été empruntée—fait ressentir le besoin d'une clarification terminologique à mesure que se multiplient les définitions qui lui sont données.

Pour ce qui relève des sciences sociales, il faut croire que la définition souple¹—considérant le système simplement comme un complexe d'éléments en interaction et qui puisse conserver son identité indépendamment des changements s'effectuant dans son sein—est la plus appropriée pour concilier la fluidité des phénomènes sociaux et la rigueur d'une construction intellectuelle abstraite, se situant au niveau théorique le plus élevé, construction destinée à organiser la compréhension et l'analyse des dits phénomènes.

Spécialement pour la science politique, il n'est pas sans signification que le mot «système» (du grec συστήμι= composer, réunir) ait des origines étymologiques communes avec le mot «status» (du grec ἵστημι ou ἵσταμαι= poser, établir - se tenir debout, s'élever). En fait, c'est avec le suffixe συν (avec) que l'on passe de l'exaltation du fait politique majeur (état) à la considération des phénomènes politiques multiples et interdépendants (système), de la science politique classique à la science politique moderne.

Depuis 1953, David Easton² est le chef de file d'un mouvement des «political scientists», mouvement qui a pourtant ses origines dans des disciplines autres que la science politique. La construction qu'il propose dans un modèle représenté graphiquement en deux dimensions (input/output/feedback), consiste en une minutieuse analyse des processus plutôt que des structures des phénomènes politiques, afin de mettre en évidence

1. Pour la distinction entre la définition «rigide» (hard) et «souple» (soft) de la notion de système cf. A. Rapoport: «Modern Systems Theory: An Outlook for Coping with Change» in *General Systems Yearbook of the Society for General Systems Research*, Vol. XV (1970), pp. 17 et 22. L'auteur distingue également entre «théorie rigide» et «théorie souple» en attribuant des propriétés différentes à chacune d'elles.

2. *The Political System*, New York, Knopf, 1953; *A Framework for Political Analysis*, New York: Prentice-Hall, 1965; *A Systems Analysis of Political Life*, New York, John Wiley & Sons Inc., 1965 (Nous citons d'après l'édition de 1967).

comment, finalement, tout système politique parvient à persister—condition préliminaire de son œuvre positive de l'allocation obligatoire des valeurs—en faisant effectivement face à la «tension» (stress) qui peut provenir soit d'une surcharge de «demandes», soit d'une défaillance ou d'une insuffisance de «soutien».

D'une manière générale, toute application d'un modèle théorique à un cas particulier vise à montrer d'une part les ressources qu'il peut nous procurer pour l'étude d'une réalité concrète et, d'autre part, les limites de son utilisation. Dans l'application tentée du modèle théorique de David Easton,¹ à ces deux objectifs nous nous proposons d'ajouter un troisième; nous nous interrogeons aussi sur la valeur même que peut avoir la vérification de l'hypothèse que l'auteur met à la base de son œuvre, c'est-à-dire la persistance des systèmes politiques dans le temps, si ne sont pas en même temps suffisamment éclairées les conditions dans lesquelles s'effectue cette persistance, ce qui paraît indispensable pour doter le mode d'analyse suivi d'un pouvoir explicatif plus étendu ainsi que d'une certaine «capacité de prévision» (predictability), si minime soit-elle.

Le système politique concret choisi pour constituer le champ de notre réflexion est le système politique grec, tel qu'il a fonctionné à partir de la fin de la IIe Guerre Mondiale jusqu'au renversement du régime parlementaire en 1967.

Dans cet effort d'application de quelques concepts du modèle systémique de D. Easton à un certain nombre d'aspects du système politique grec, nous conservons comme point central le problème du stress (considéré dans sa double provenance: surcharge de «demandes» et défaillance de «soutien») et nous essayons d'en déceler les dimensions et les répercussions dans le système politique étudié, en gardant toujours présente à l'esprit la problématique portant sur la valeur heuristique du modèle en ce qui concerne les questions se situant au-delà de la simple viabilité des systèmes politiques.

a) problèmes relatifs aux «demandes»

Nombreux sont les facteurs, émanant surtout de la structure socio-économique de la Grèce, qui

1. Le «conceptual framework» proposé par Easton a déjà fait l'objet des diverses applications. Cf.: L. Lindberg: «La communauté européenne en tant que système politique», (Service de presse et d'information des Communautés européennes, nov. 1966); V. Wiseman: *Politics in Everyday Life* (application portant sur le système politique britannique), Oxford, B. Blackwell, 1966; G. Lavau: «A la recherche d'un cadre théorique pour l'étude du Parti Communiste Français», in *R. Franc. de Sci. Polit.*, XVIII 3 (Juin 1968), pp. 452-466, J. Oliver: «Citizen Demands and the Soviet Political System», in *Amer. Polit. Sci. R.*, 2 (1969), pp. 465-475.

incitent à formuler l'hypothèse selon laquelle, en examinant le système politique grec pendant la période considérée, on devrait s'attendre à une pléthore de «demandes» qui menaceraient de l'ébranler, étant donné notamment la pénurie des ressources disponibles.

Le caractère pré-industriel de la Grèce, le faible rendement des activités agricoles dans un pays principalement rural, le niveau peu élevé de «modernité», l'incertitude du statut² des membres, le désir de réussite,³ se combinant d'une part avec le sentiment intense de frustration à l'égard d'un «passé renommé», et, d'autre part, avec la nécessité d'accélérer le rythme pour rattraper le retard dans le développement, nous amènent à supposer un danger de stress dû à la surcharge de «demandes».

Il convient, néanmoins, de se demander dans quelle mesure ces «desiderata», supposés encore plus nombreux que les «attentes croissantes» (rising expectations) des pays du Tiers Monde, parviennent à s'articuler, à s'exprimer, à se politiser, à se transformer en «demandes» au sens eastonien du terme. A ce sujet, il est important de voir quels sont les mécanismes structurels chargés de l'expression des «demandes» dans le système politique grec, et ce qu'il est permis de «demander» d'après les normes culturelles de cette société.

1) Les «mécanismes structurels»

D'après Easton, la conversion des divers «desiderata» en «demandes» et leur «élaboration» ultérieure s'opèrent dans chaque système politique par l'intermédiaire d'un certain nombre d'éléments de la structure politique: partis, groupes d'intérêt, presse, etc. Il est évident que plus le nombre des mécanismes structurels croît—en raison de l'élargissement de la base de participation—plus le système risque de se voir surchargé de «demandes».

En Grèce, si le caractère pluraliste et polydynamique de la société a souvent été contesté,⁴ ce n'est

2. Cet état d'«incertitude du statut» n'est pas propre au pays non pleinement développés. Il a été p.e. observé qu'il caractérise aussi les membres du système politique américain, où il résulte d'un égalitarisme accentué, principalement dû à l'absence de tradition aristocratique. Cf. Irish and Prothro, *The Politics of American Democracy*, Prentice-Hall, Inc. Englewood Cliffs, N. Y., 1965.

3. Pour le rôle du «besoin de réussite», en tant qu'agent du développement cf. le chapitre relatif au sujet in G. Rocher: *Introduction à la sociologie générale*, vol. III (le Changement social), Paris, 1968, p. 165 et s.

4. Cf. e.g. l'étude de B. Russett: «Inequality and Instability: The Relation of Land Tenure to Politics», in *Wld. Polit.*,

pas en raison de l'inexistence en son sein d'une pluralité de mécanismes structurels, mais à cause du manque d'autonomie de beaucoup de ceux-ci par rapport au «noyau» hypertrophié du système.¹

Du point de vue de la structure des rôles politiques, cette observation apparaît comme la conséquence du degré peu élevé de différenciation de ces rôles et d'un défaut d'organisation, voire de bureaucratisation.²

Emprunté aux conceptions de T. Parsons et de G. Almond, ce facteur structurel³ recèle un grand nombre de conséquences relatives aux problèmes des «demandes» dans le système politique étudié, notamment sur deux points bien précis: Les mécanismes structurels ne risquent pas de devenir la source d'un flux menaçant et ils ont peu de chances d'évoluer en mécanismes capables d'une sélection et d'une «élaboration» rationnelles à un niveau hautement différencié, donc d'une régulation appropriée de la «demande» politique.

Par exemple, il est clair que dans un mouvement syndical déjà faible à cause du sous-développement industriel du pays, les diverses interventions des «autorités» du système, tant au sujet de la mise en place des dirigeants syndicaux, qu'à l'établissement du quota représentation des divers syndicats dans les organes de la C.G.T.,⁴ limitent considérablement la capacité, qu'à cet important canal de transmettre des «demandes» aux centres de décisions. Un contrôle préventif effectif, parfois excessif, exercé à travers la structure de ce mécanisme, vient donc renforcer les causes initiales.

Certes, ce contrôle—apparemment disfonctionnel mais en réalité condition de survie d'un système dont les possibilités d'outputs ne sont pas proportionnelles à l'importance des inputs auxquels il aurait à répondre—ne peut écarter que provisoirement

le danger du stress. Car, pour les «demandes» longuement étouffées, reste toujours ouverte la solution de se frayer un chemin en dehors du «canal» et d'arriver sous des formes «brutes» jusqu'aux «autorités» menaçant le fonctionnement normal du système. C'est par exemple le cas des grèves, marches et autres manifestations ouvrières qui ont souvent agité la vie politique du pays au cours de la période considérée.

Quant aux partis politiques, mécanismes, par excellence de l'expression et de l'articulation des «demandes» dans les sociétés modernes, on note qu'en Grèce, bien que les partis soient suffisamment représentatifs, recrutant leurs membres dans toutes les couches de la société et capables, par conséquent, de servir de «porteurs des demandes», d'une grande partie de l'ensemble social, leur manque d'organisation y fait passer le centre de gravité du parti au chef, du groupe à l'individu dont la place prédominante les empêche de devenir de véritables «institutions».⁵

Cet état des choses rend compte de la rareté considérable des éléments politiques stables dans leur sein, de l'absence d'experts et de programmes politiques opérationnels et, par dessus tout, du fonctionnement embryonnaire de leurs annexes politiques.⁶

Les constatations précédentes impliquent que, dans le système politique grec, les «desiderata» et les aspirations de presque toutes les classes sociales, bien qu'elles puissent facilement s'exprimer à la base des partis, ne parviennent guère ensuite à monter jusqu'au sommet d'une organisation, étant convenablement «filtrées» aux diverses étapes successives. C'est plutôt du sommet lui-même que les occupants des rôles de prise de décisions (decision-makers) descendent pour les sélectionner à la base.

D'ailleurs, ces déficiences des partis affectent non seulement l'expression des «demandes» et leur promotion vers les centres de décisions, mais, souvent même la prise de conscience par chaque individu de ses propres intérêts (interest identification).

Dans le système politique grec, étant donné que le niveau de l'instruction civique, vu sous l'angle du «political culture», n'est généralement pas très élevé, il appartient dans une large mesure aux

5. Cf. G. Daskalakis: *Partis Politiques et Démocratie*, Athènes, 1958, p. 35 (en grec).

Pour nous borner aux deux partis principaux des dernières années parlementaires l'E.K. (Union du Centre) et l'E.R.E. (Union Nationale Radicale), il conviendrait de signaler que, bien que tous les deux possèdent des statuts détaillés, en réalité, ils ne les ont presque jamais observés.

6. A l'exception, peut-être, de l'E.D.A. (Gauche Démocratique Unifiée) qui est un parti plus évolué en matière de rayonnement local et aussi en matière d'organisation de la jeunesse.

vol. 16 (avril 1964), où l'auteur place sans hésitation la Grèce sous la rubrique des pays non-pluralistes (non-polyarchies), bien qu'en haut de l'échelle.

1. Pour ce problème du déséquilibre des forces sociales en Grèce cf. G. Daskalakis: *Le problème grec*, Athènes 1955, p. 13 et s. (en grec).

2. Pour les critères employés cf. G. Almond: «Comparative Politics», in *Journal of Politics*, 18, 1956, pp. 391-409.

3. Easton reconnaît, certes, l'importance primordiale que présente l'organisation interne des divers mécanismes structurels en ce qui concerne l'articulation des «demandes» (*Systems Analysis*, p. 138, réf. no. 1), mais il ne consacre pas à ce sujet un développement particulier.

4. Pour la situation du mouvement syndical en Grèce cf. J. Meynaud: *Les forces politiques en Grèce*, Lausanne, 1965, p. 185 et s. Il est important de signaler que, vu l'intensité du sentiment anticommuniste dans ce pays qui a connu la guerre civile jusqu'à 1949, et dont le souvenir est d'ailleurs fréquemment ravivé, il est difficile de prévoir si l'attitude de méfiance envers le mouvement syndical a de fortes chances de s'apaiser.

partis politiques en tant qu'instruments de modernisation,¹ de dépister les intérêts, de les rendre conscients, de les articuler et de les organiser, notamment dans les régions les plus lointaines.

Toujours du même point de vue, à savoir de celui qui passe des structures pour arriver aux processus, on peut aussi constater que les unions professionnelles agricoles, en raison de leur extrême inorganisation, ne mettent pas le système en danger d'être surchargé de «demandes» émanant d'une partie de l'ensemble social qui constitue la moitié de la population.²

Enfin les «mass media», compte tenu de leur interdépendance avec les partis politiques, ne risquent pas non plus de constituer un «canal» autonome d'écoulement des «demandes», qui pourrait devenir dangereux pour la persistance du système.³

C'est à ce contrôle préventif plutôt que répressif des «demandes» qu'est principalement dû le fonctionnement défectueux, voire l'atrophie, de cette catégorie d'inputs à laquelle d'ailleurs, le système lui-même essaie de suppléer par un recours fréquent aux withinputs-outputs en provenance des sources internes du système⁴ qui viennent mettre en lumière un grand nombre de problèmes d'une importance considérable, allant de la réforme du système d'éducation à la réglementation des pensions agricoles.

Easton, n'ignore certes pas cette source d'inputs mais, vu le privilège théorique attribué par l'auteur aux relations entre le système politique et son environnement, il ne leur consacre qu'un développement faible concernant surtout les withinputs du type «mode de scrutin» qui visent à maintenir une certaine catégorie d'«autorités» au pouvoir et non pas à alimenter le système de la «matière première», indispensable à son fonctionnement quotidien.

Dans son effort d'application du modèle d'Easton au système politique soviétique, J. Oliver⁵ nous pré-

sente en agrandissement exagéré cette même problématique et il a beaucoup de difficultés à concilier le rôle général qu'Easton reconnaît aux «demandes» avec celui qu'elles jouent dans le cas particulier. S'il finit par exalter leur importance, c'est parce qu'il envisage surtout leurs fonctions secondaires et occasionnelles, celles de l'«information» qu'elles fournissent au système ou du «soutien indirect» qu'entraîne la participation active des membres à un processus politique—même si elle est inefficace—en raison de l'«effet cathartique» que l'expression des «demandes» produit sur eux.

2) Les «demandes» des «membres influents»

Dans le système politique grec une catégorie de «demandes» retient particulièrement l'attention, à cause de la position sociale très forte de ceux qui les expriment. Ces «demandes» se présentent au système pratiquement «non-médiatisées» et «non-pré-élaborées». Elles l'envahissent, pour ainsi dire, sinon par leur multitude, du moins par le caractère impératif de leur contenu.

Bien entendu, cette caractéristique concrète n'est pas propre au système politique en question. Easton n'ignore pas l'importance de cette catégorie de «demandes» dans sa construction théorique, sans pourtant se soucier d'en chercher les origines ou, du moins, d'en tirer toutes les conséquences pour le fonctionnement du système.

Cependant, on pourrait se demander, même au niveau de l'abstraction d'un modèle théorique, dans quelle mesure le caractère très impératif d'une catégorie de «demandes» peut s'accommoder avec l'«élasticité», la «manoeuvrabilité»⁶ et la capacité d'adaptation dynamique des systèmes politiques (capacité de se transformer eux-mêmes, de transformer leurs buts, leurs pratiques et la structure de leur organisation interne), qualités qui différencient profondément les systèmes sociaux, tant des systèmes biologiques que des systèmes mécaniques.

Dans le cas du système politique grec, lorsque, par exemple, les divers groupes d'affaires (notamment du secteur bancaire et industriel ainsi que les armateurs), minorité restreinte mais très puissante dans le pays, exigent des «autorités» du système des concessions diverses, surtout sur le plan économique et fiscal, afin de réaliser des bénéfices élevés, celles-ci, se trouvant dans une quasi incapacité de «marchander», sont contraintes de répondre par des outputs qui satisfont à de telles «demandes»,

6. Pour la notion de «manoeuvrabilité» en tant qu'indice endo-systémique (intra-system indice) du potentiel d'un système, cf. I. Narrain: «The Political System and External Crisis: Notes towards a theoretical framework of study», in *South As. St.* 3 (2). July 1968, pp. 54-69.

1. Pour le rôle des partis politiques en tant qu'instruments de modernisation cf. D. E. Apter: *The Politics of Modernization*, Univ. of Chicago Press, 1965, p. 181 et s.; cf. également S. Neumann: *Modern Political Parties*, Univ. of Chicago Press, 1956, p. 395 et s.

2. En 1961, par exemple, le pourcentage de la population rurale était de l'ordre de 43,8 % (Voir: *Statistical Yearbook of Greece*, 1969, p. 27).

3. Il faut signaler que les insuffisances dans le système de communication politique, bien qu'elles ne soient pas propres aux systèmes où la structure des rôles politiques n'est pas hautement différenciée (cf. par exemple les remarques de V. Wiseman: op. cit. p. 133 et s. sur le fonctionnement imparfait du système de communication politique en Grande Bretagne), y sont pourtant particulièrement accentuées.

4. Easton, op. cit., p. 55.

5. Op. cit., Voy. supra, p. 3.

ce qui entraîne inévitablement l'insatisfaction de beaucoup d'autres, étant donné la pénurie du système en ressources disponibles.¹

Une autre «demande» en provenance des «milieux influents» qui peut être par excellence «gênante» pour le système, en ce qu'elle limite sa possibilité de faire appel à un grand nombre de «réponses» souples et dynamiques (modification ou restructuration internes, chargement de but, etc.) est celle qui vise à la conservation d'un «statu quo» social et politique donné.

Lorsqu'il ne s'agit pas seulement d'assurer la viabilité d'un système mais aussi de maintenir un ensemble de structures bien définies, les possibilités du contrôle du stress pour le système sont bien plus limitées.

Dans le système politique grec, parmi les porteurs de «demandes» de ce genre, on peut notamment citer l'institution monarchique, le facteur étranger allié, l'élément militaire et, aussi, dans une large mesure, les groupes d'affaires nationaux ou autres.²

En fait, dans ce système politique, et pour des raisons que l'expérience historique et le lieu géopolitique peuvent suffisamment éclairer, ni l'institution monarchique, ni le facteur étranger allié ne jouent un rôle comparable à celui de tels facteurs jouent dans d'autres systèmes politiques modernes, quant à l'influence sur les processus politiques.³

En ce qui concerne le poids de l'élément militaire, il suffirait peut-être d'invoquer la constatation de S.E. Finer⁴ affirmant qu'à l'intérieur de la zone européenne qui s'étend de la Baltique aux Balkans et jusqu'à la Turquie, l'exercice de l'influence des militaires sur la vie politique constitue un phénomène «endémique».

1. Un repatriement massif des navires des armateurs grecs qui avaient auparavant renoncé au pavillon du pays a eu lieu entre 1952 et 1962. Il était notamment dû au bon accueil que le système a réservé à leur exigence du maintien d'une législation ouvrière et fiscale favorable à leurs intérêts. Cf. J. Meynaud, op. cit., p. 373 et s.

2. Pour la querelle entre les conceptions restrictive et expansive de la notion du «groupe de pression» (thèse de Bentley et arguments opposés) cf. J. Meynaud: *Les groupes de pression*, PUF, 1965, p. 35 et s. Nous pensons que dans le modèle théorique d'Easton, loin de toute interprétation formaliste, par «mécanismes structurels» on doit entendre l'ensemble des structures qui agissent effectivement sur un système politique par voie des inputs de «demandes» et de «soutien».

3. Pour la position et le rôle de la monarchie dans le système politique britannique, par exemple, cf. V. Wiseman, op. cit., p. 47 et 164 et s. (On note qu'il y est question de la «Couronne» et non pas de la personne du «Roi»; la formule seule ne suffit-elle pas à montrer la différence?)

Quant au rôle du facteur étranger allié, il suffit de rappeler que dans l'histoire de la Grèce, depuis les premières années de la déclaration de son indépendance, nombreux sont les exemples d'interventions décisives de la part des «Puissances Protectrices».

4. *The Man on Horseback*, Pall Mall Press, 1962, pp. 1-5 et 86-89.

Essayer de situer les «demandes» des membres influents d'un système politique concret sur la représentation graphique du modèle d'Easton et non pas les traiter par voie d'analyse, comme on l'a fait, serait d'autant plus embarrassant que la position de ces facteurs est puissante et décisive dans chaque cas particulier; car, c'est finalement dans la réalité d'un système politique concret, comme le constate W.J.M. Mackenzie dans sa présentation critique du modèle d'Easton,⁵ qu'apparaît brusquement le problème de l'emplacement des rôles politiques par rapport aux frontières du système. Placerait-on alors les porteurs influents des «demandes» au seuil des «canaux» du flux des «demandes» avec les autres mécanismes «garde-barrières» (gatekeepers), ou conviendrait-il de leur attribuer une autre place? Si Easton, sur le plan de sa construction théorique, déclare être indifférent à cette problématique,⁶ il paraît que c'est là une question difficile à trancher pour tout système politique concret.

En tout cas on devrait se demander si, devant un flux de pareilles «demandes», il est permis de parler de stress menaçant le fonctionnement et la persistance du système, du moment que le «soutien» offert par ces «membres influents» est suffisant pour couvrir une éventuelle défaillance.

3) Les «mécanismes culturels»

Si, d'après Easton, dans tout système politique les normes culturelles peuvent agir soit comme des «freins» soit comme des «accélérateurs» sur l'afflux des «demandes», dans le cas du système politique grec c'est plutôt leur qualité d'«inhibiteur» qui l'emporte, qualité que le système se soucie de renforcer en toute occasion pour se maintenir à l'abri d'un stress éventuel.

Dans le contexte culturel de la Grèce, une des normes qui dominent le plus effectivement la vie politique, sociale et inter-individuelle est celle que désigne la rubrique civilisation grecque chrétienne. Ses deux composantes, l'élément «grec» et l'élément «chrétien», réunies dans un seul mot pour renforcer la rigidité de la norme et accentuer sa respectabilité, ont été exaltées chez le peuple grec pendant toute la domination ottomane en vue d'une «réaction de survie».

5. W.J.M. Mackenzie: *Politics and Social Science*, London, 1967, Pelican, p. 106.

6. «Politically powerful members may well play the tune to which the authorities dance and in this sense they effectively dominate the outputs. Whatever the politically powerful members in fact decided to do, their decisions and actions would not have the compelling quality of authoritative allocations» (op. cit., p. 349).

De nos jours, cette norme continue de servir de contre-poids à un autre état d'incertitude, provenant de la situation du pays en tant que non-pleinement développé, et offre au peuple un appui moral qui atténue sensiblement les conséquences néfastes de beaucoup de frustrations.

Parallèlement, elle sert de frein efficace à un grand nombre de «demandes»—parfois même à des «desiderata»—qui viseraient éventuellement à une modernisation des structures de la société principalement fondées sur cette norme. Ce qui exigerait une série d'outputs non seulement ad hoc (spécifiques) mais généraux pour adapter d'autres structures sociales aux changements, non sans des sacrifices considérables pour le système. Par exemple, un éventuel assouplissement des principes rigides sur lesquels repose l'institution de la famille (introduction du mariage civil, simplification de la procédure du divorce, protection des enfants naturels, etc.) entraînerait inévitablement des «demandes» pressantes pour un «welfare state» mieux équipé et plus efficace, qui, dans des conditions économiques défavorables, ne serait guère aisé à mettre en œuvre.

Par ailleurs, dans le domaine de l'éducation, qui est entièrement fondée sur la norme en question, officiellement institutionnalisée dans la constitution,² la super-exaltation de la tradition³ finit par avoir un double effet: primo, elle sert à camoufler et à masquer les lacunes et les défauts du système d'éducation en offrant en échange aux jeunes la qualité de «descendants» et, secundo, par suite de l'optimisme qu'elle tend à créer, elle fonctionne comme «filtre» des éventuelles tentatives de réforme pour adapter le système aux nouvelles exigences. Il ne doit donc pas être surprenant que des «demandes», comme celle qui concerne le développement de l'éducation technique,⁴ si nécessaire à un pays pré-industriel, soient rares et résultent des withinputs plutôt que des inputs proprement dits.⁵ Il en est de même pour celles, qui réclament une modernisa-

1. On parle alors de normes «internalisées».

2. D'après la disposition de l'article 16 de la Constitution de 1952 «... Dans toutes les écoles primaires et secondaires l'enseignement vise à l'éducation morale et intellectuelle et au développement de la conscience nationale des jeunes, selon les directions de la civilisation gréco-chrétienne...»

3. Pour le rôle de la tradition dans le domaine de l'éducation cf. K. Tsatsos: *Politique: théorie de déontologie politique*, Athènes, 1965, pp. 233 et s. (en grec).

4. Bien qu'en pourcentage total d'inscriptions (groupe d'âge 5-24) la Grèce occupe une place considérable par rapport à d'autres pays (France: 58,6% - Grèce: 46,9%), en ce qui concerne l'éducation technique ce pourcentage est d'un niveau sensiblement bas (France: 12,1% - Grèce: 5,1%). Source: O. E. C. D., *Education and Development: The Mediterranean Regional Project*, 1965, p. 57.

5. Voy. supra. p. 8.

tion des programmes scolaires en vue tantôt de l'introduction de matières nouvelles, tantôt de l'élargissement de l'optique de celles qui sont déjà enseignées (e.g. du grec ancien), afin que les enseignants portent leur intérêt sur le fond des questions plutôt que sur leur forme et développent un esprit critique.⁶

Si l'on suit Easton, d'autres barrières culturelles sont celles qui résultent d'un consensus préalable sur des domaines fondamentaux (agreement on fundamentals) de façon à ce qu'un certain nombre de secteurs soient mis hors de discussion et de dispute, en un mot «dépolitisés». Tel est par exemple en Grèce le cas de la «religion dominante», qui est celle de l'Eglise Orthodoxe, selon la Constitution (art. 1 et 2 de la Const. de 1952). On pourrait noter que la place même de ces deux articles en tête de la Constitution est significative, d'une part de leur importance, en tant qu'«inhibiteurs» dans le cas concret, et, d'autre part, d'une certaine accentuation de l'élément métaphysique qui contribue à renforcer la rigidité culturelle en général.

La «langue officielle», principe également institutionnalisé par la Constitution,⁷ est un autre indice du rôle important que jouent dans le système politique grec ces barrières culturelles en excluant de l'arène de la controverse politique des «demandes» relatives à un grand nombre de sujets.

Une langue «purifiée» (katharévousa), organe d'expression juridique et officielle, modelée sur des structures linguistiques archaïsantes, et une langue «populaire» (démotique), souple et en constante évolution, parlée non seulement par les masses populaires mais par tous, en dehors des cadres officiels, coexistent dans la Grèce contemporaine.⁸

En se prononçant en faveur de la langue «purifiée», la Constitution de 1952 a probablement voulu freiner une éventuelle généralisation de la controverse, étant donné qu'après la guerre civile les communistes se sont servis de la langue «populaire» comme instrument de la «lutte des classes».

Toutefois, malgré leur incontestable valeur inhibitrice, les barrières culturelles n'échappent pas à l'érosion. Si la question de la religion est hors de discussion en Grèce, il n'en est pas de même pour le problème de la langue et l'on assiste souvent à

6. Pour une critique portant sur les programmes scolaires cf. Gr. Kassimatis: «L'Education de la Nation», in *La Grèce et le Monde*, Athènes, 1961, pp. 299 et s. (en grec).

7. D'après l'article 107 de la Constitution de 1952 «...La langue officielle de l'état est celle dans laquelle sont rédigés la Constitution et les textes de la législation hellénique».

8. Pour une vue sommaire des origines et des phases diverses qu'a connues le problème linguistique en Grèce cf. N. Svoronos: *Histoire de la Grèce contemporaine*, PUF, 1964, pp. 6, 23, 31, 62 et 106.

des faits¹ qui prouvent que même la rigueur constitutionnelle ne peut pas empêcher définitivement l'émergence de «demandes».

Néanmoins, on doit remarquer combien le système politique grec a soin de renforcer le caractère réfrénant de ses normes culturelles, ce qui indique qu'il est conscient que la seule régulation structurelle du stress, et notamment le contrôle préventif qu'il pratique nous sans abus, ne peut finalement avoir des effets qu'à court terme et que le danger de surcharge reste toujours à craindre dans un pays en voie de développement qui possède des structures de société pluraliste.

b) problèmes relatifs au «soutien»

Ainsi donc, dans le domaine des «demandes», malgré quelques réserves sur la possibilité, ou plutôt l'utilité, de l'application du modèle théorique d'Easton au système politique grec, il a été mis en relief que souvent ce système s'efforce avec dynamisme de diminuer le danger du stress; de même, on notera qu'au niveau de «soutien» il ne cesse pas non plus de produire un grand nombre de réponses souples, dynamiques et appropriées pour mieux maintenir l'aptitude à vivre dans son milieu.

Par l'examen, d'une part, des «objets de soutien» et, d'autre part, des deux causes principales de son retrait; la non-satisfaction des «demandes» et les clivages, on jugera combien le système a soin de susciter une réaction positive de la part de ses membres; et ceci à la fois sous forme de «soutien spécifique», résultant de la satisfaction des «demandes», et sous forme de «soutien diffus», résultant d'un renforcement des dispositions favorables indépendamment de toute faveur concrète (accentuation du sentiment de légitimité, invocation du bien commun, etc.).

Cette préoccupation est d'autant plus intéressante pour notre analyse que le système, à cause de l'ampleur et de l'efficacité du «soutien» que lui assurent parfois de tout puissants «milieux influents», est peu exposé à une dangereuse défaillance de «soutien» qui mettrait son fonctionnement en péril.

1) Les «objets de soutien»

D'après Easton, les éléments vers lesquels se dirige le «soutien» offert à tout système politique sont: La Communauté Politique, Le Régime et Les Autorités.

En ce qui concerne la Communauté Politique (désignée comme l'ensemble des individus ou des

groupes qui participent à des processus et à des structures communes), la Grèce n'a presque jamais eu à faire face à des problèmes sérieux d'hétérogénéité nationale. Les traditions historiques, religieuses et culturelles communes ont eu une importance capitale pour la formation d'une conscience d'unité et la longue domination ottomane a considérablement accentué ce sens communautaire d'appartenance (we-feeling).

Cependant, le problème épineux de l'émigration, pour la Grèce d'après-guerre, peut remettre en question la constatation antérieure. En fait, selon des estimations, portant sur les années 1955-1967, le nombre de départs s'est sensiblement élevé.²

Mais les inquiétudes à propos des répercussions qu'ils peuvent provoquer pour le sujet du «soutien» ne semblent pas tout à fait justifiées: d'une part, parce que les devises envoyées en Grèce par les émigrés installés à l'étranger constituent une source importante de ressources pour le système politique, d'autre part, parce que les liens affectifs des «déracinés» envers leur pays d'origine sont particulièrement intenses. D'ailleurs, le système lui-même renforce ces liens par des moyens de tout ordre: émissions radiodiffusées émouvantes consacrées aux émigrés, facilités diverses qui leur sont accordées pour le retour pendant les vacances, etc., et cela notamment à l'égard de ceux qui se sont installés dans des pays où les capacités d'assimilation et de nivellement sont considérables.

Quant au «régime» et aux «autorités», selon Easton, le premier comporte lui-même trois niveaux: les principes (valeurs politiques dominantes, notamment idéologies, qui sont la base des autres composantes), les normes (règles opérationnelles, «règles du jeu», coutumières ou légales, indiquant ce qui est fondamentalement admis dans les processus politiques) et la structure des rôles proprement dite (organisation interne du système); enfin, par le terme d'«autorités» on entend les occupants de ces «patterns» régularisés de comportement que l'on appelle «rôles».

Dans le cadre du système politique grec qui, lorsqu'en 1946 il revient à des processus politiques «normaux», a déjà derrière lui dix années de vie politique en dehors des cadres réguliers, il faut s'attendre à ce que l'appui destiné aux «autorités» l'emporte sur l'attachement aux «rôles» eux-mêmes.

En outre, le messianisme politique qui tendit à se substituer à la frustration provoquée par l'occupation étrangère et les troubles intérieurs, est dans une bonne mesure responsable de cette attitude.

1. Les journaux, les enseignants et même parfois les tribunaux s'éloignent graduellement de la langue «purifiée».

2. E.g. en 1965 les départs sont de l'ordre de 117.167 contre 47.768 en 1960 (Voir: *Statistical Yearbook of Greece*, 1969, p. 39).

Ainsi, à travers les «occupants» des rôles plutôt—et notamment ceux «leadership suprême» (Premier Ministre et quelques Ministres importants)—que le «soutien» est transféré aux «rules» d'autorité eux-mêmes.¹

Toutefois, si ce «soutien» diffus et peu conscient aux structures des rôles révèle une source d'incertitude dans les attitudes positives de «soutien» à l'égard du système dans son ensemble, cela ne signifie pas que l'on a aussi à faire face à un problème de défaillance de «soutien» et Easton est bien clair sur ce point: la diminution de l'intensité du «soutien» (inertie, indifférence) est bien différente de l'action positive qui consiste à retirer le «soutien» d'un des trois objets.

Mais, le système politique grec s'efforce de compenser cette faiblesse et cette ambiguïté non par le développement graduel du «soutien» destiné à la structure des rôles, mais en exigeant plus fermement le «soutien» aux autres niveaux du «régime» (notamment à celui des principes) et, aussi au niveau des «autorités». C'est pourquoi, quand il suscite le «soutien diffus» en invoquant la légitimité (moyen le moins coûteux et le plus durable), c'est à la légitimité personnelle plutôt que structurelle qu'il fait appel.²

Pour ce qui est des principes (composante du régime qui correspond principalement aux idéologies), on constate à première vue que le système politique grec n'a pas une forte charge idéologique et ne repose pas sur des principes intransigeants.

Cependant, après la péripétie de la guerre civile, et par suite du passage du pays dans la sphère d'influence américaine, l'idéologie anti-communiste, et les interprétations expansives qui lui ont été données a acquis une rigidité considérable; le système semble généralement peu disposé à accepter les modifications ou, à plus forte raison, les restructurations qui seraient exigées par des groupes sociaux non particulièrement attachés à cette idéologie, en vue de s'assurer un «soutien» plus étendu.³

Reste à savoir si, même dans le cas où une régulation structurelle lui paraîtrait nécessaire pour répondre à un éventuel fléchissement inquiétant de

«soutien», il ne se heurterait pas à l'opposition des «milieux influents» qui ont intérêt à maintenir une forme de structures définie et se montrent peu disposés à relâcher leurs exigences.

Quant aux normes, il conviendrait de se référer plutôt aux normes coutumières pour mettre l'accent sur l'influence qu'a eue sur elles le manque de tradition ininterrompue de vie politique «régulière». Alors, bien que dans presque tous les pays occidentaux de telles «règles du jeu politique» (e.g. la tolérance, la disposition au compromis et à la négociation, la mesure dans les accusations) soient plus ou moins fermement établies, en Grèce il semble qu'elles ne sont pas largement partagées.⁴

2) L'insatisfaction des «demandes»

Selon Easton, une des raisons qui peuvent provoquer la défaillance de «soutien» dans un système politique, c'est la déception de ses membres due à la non-satisfaction de leurs exigences.

Dans le système politique grec, étant donné le fonctionnement défectueux, voire atrophique, du processus d'expression des «demandes», on devrait normalement s'attendre à ce que le mécontentement ne puisse pas constituer une source importante du retrait de «soutien». Néanmoins, si réduites que soient les «demandes» qui finalement arrivent à entrer dans le système—soit en raison du contrôle préventif excessif exercé sur leur écoulement à travers les organisations de «garde-seuil», soit en raison de la rigidité culturelle existante et que l'on encourage—l'insatisfaction reste à craindre dans un système disposant de ressources si limitées.

Par ailleurs, s'il est vrai que le danger du mécontentement est d'autant plus grand que, sont nombreux les domaines où les membres espèrent voir réglés leurs problèmes par l'intermédiaire du système politique,⁵ en Grèce, le fonctionnement défectueux des autres systèmes sociaux entraîne un accroissement considérable des «demandes» qui, cherchent à se satisfaire à travers le système politique, même si elles ne relèvent pas de sa compétence.⁶

4. Les conditions dans lesquelles en 1963 se sont succédés au pouvoir deux «groupes d'autorités» d'orientation politique différente (Droite et Centre) et les lourdes conséquences de la crise politique qui a suivi, sont particulièrement significatives.

5. En se fondant sur ce même critère G. Lavau (op. cit., p. 464) montre que cela risque peu d'arriver au P.C.F., considéré comme un système dans le cas de cette application, justement parce que ses membres n'attendent pas du Parti autre chose que «... une action de défense et de protestation».

6. On ne devait pas s'étonner de voir en Grèce que des «demandes» relevant du domaine de la prévoyance sociale (e.g. hospitalisation des malades) soient présentées directement au système politique.

1. Parfois il arrive aussi que le «soutien» passe des occupants des rôles du «leadership suprême» à ceux du «leadership moyen» (députés), qui n'ont pour la plupart qu'un rayonnement restreint. Pour le niveau d'instruction du «leadership» politique grec en général voir K. Legg: *Politics in Modern Greece*, Stanf. Calif., 1969, pp 301 et s.

2. Que l'instruction civique ne fasse pas systématiquement partie des programmes scolaires en Grèce mais que, au cours des processus de la «socialisation politique» on ait souvent recours à un ensemble de techniques, mettant en valeur les détenteurs plutôt que les rôles politiques, sont des indices significatifs.

3. Cependant, de paires réponses ne sont pas tout à fait exclus. Voy. infra, p. 23.

A ce sujet, parallèlement aux explications reposant sur la structure de la société en question, il faut considérer l'attitude de ses membres envers la participation aux activités politiques.

Il est vrai que, en raison du manque de tradition politique, comme le prétendent les uns, ou en raison du «caractère national» des Grecs, comme le soutiennent les autres, en s'appuyant surtout sur le facteur de l'influence climatologique, les membres du système politique grec ont, pour la plupart, très peu conscience de ce que leur rôle de membre comporte aussi l'obligation d'une participation active, responsable et créatrice au «travail politique», et que l'on ne doit pas envisager les occupants des rôles politiques comme des «ils» lointains dont il est permis de tout exiger. C'est d'ailleurs en raison de cette mentalité que les associations volontaires qui pourraient contribuer à une satisfaction plus étendue des «demandes» sont si rares et inefficaces en Grèce.

Pour modérer ce mécontentement, qui n'est finalement pas aussi négligeable qu'on le croyait, le système politique en question a recours à divers moyens de contrôle du stress, notamment ceux qui, dans la terminologie d'Easton, sont connus sous la rubrique d'outputs occasionnels, c'est-à-dire, d'allocations secondaires et complémentaires des outputs principaux et qui se présentent soit comme «matérielles» soit comme «verbales».

Dans le cadre des «allocations occasionnelles matérielles», on classe généralement les pratiques du patronage qui, dans une orientation politique de «raccourci», essaient de détourner l'attention de l'insatisfaction des principales «demandes» par des faveurs occasionnelles d'une importance généralement mineure.

Cette pratique est si courante en Grèce qu'il arrive souvent aux membres d'offrir leur «soutien» à un ensemble d'autorités, même contrairement à leurs convictions politiques, simplement parce que leur représentant local leur a assuré, ou promis d'assurer, divers profits immédiats.

Loin de toute valorisation morale—ce qui n'est point dans la nature de cet exposé—le phénomène du recours à la protection de faveur reflète le besoin de substitution de ces allocations secondaires dans le grand vide laissé par la satisfaction incomplète des «demandes» en beaucoup de domaines. Le sous-fonctionnement de la bureaucratie administrative,¹

par exemple, est dans une large mesure à l'origine du nombre accablant de «demandes» adressées aux députés grecs exigeant d'eux de rendre de «services administratifs» allant de l'installation de la communication téléphonique chez un particulier jusqu'à l'octroi du visa d'un passeport d'émigration.

Les «allocations occasionnelles verbales» ne sont pas moins utilisées par le système politique grec et le recours à certaines d'entre elles est presque un lieu commun.

Notons, par exemple, celle qui suit les «mesures d'austérité» ou les «outputs» donnant satisfaction à une seule catégorie de «demandes» au détriment des autres, et qui justement vise à justifier ces décisions par la nécessité d'assurer la «stabilité», en commençant par le domaine économique et en finissant par le domaine politique.

Le retentissement de ce genre d'interprétation dans une population dont la principale caractéristique est le sentiment d'insécurité et d'incertitude, est manifeste.

La question des «outputs verbaux» nous rapproche d'ailleurs du problème général de la «médiation dans la perception» au cours de laquelle les diverses élites—notamment les partis politiques—jouent un rôle considérable, d'autant plus décisif que le degré de l'«apathie politique»² est élevé.

Bien que le système politique grec soit loin d'avoir le monopole de cette situation, il convient de signaler qu'en raison du niveau peu élevé de l'instruction civique, les membres du système politique grec sont très susceptibles d'être influencés dans leur jugement par de pareilles interprétations.

3) Les *clivages*

Selon l'analyse d'Easton, la raison la plus importante de la défaillance de «soutien» à un système politique est l'existence de *clivages* dans une société. L'auteur emploie le terme de «clivage» pour désigner les différences d'attitudes, d'opinions et de genres de vie ou les prédispositions au conflit résultant d'une grande hétérogénéité sociale, économique et/ou politique.

Pour le système politique étudié on a déjà fait allusion à un des aspects du *clivage*: celui qui entraîne et provoque l'incompatibilité et l'opposition des «demandes». Celui-ci pose des problèmes au système car, plus ou moins obligé de satisfaire à certaines «demandes», il le fait au détriment d'autres.

(psychic income) dont ils jouissent, contribue à éloigner de cette carrière les éléments les plus capables.

2. Pour les dimensions de l'«apathie politique» cf. M. Rosenberg: «Some Determinants of Political Apathy», in *Political Behavior*, eds. H. Eulau et al., 1956.

1. Comme dans beaucoup d'autres pays, et notamment dans les pays non pleinement développés, la bureaucratie souffre en Grèce d'un manque important d'efficacité. Les fonctionnaires possèdent rarement les connaissances spéciales pour faire usage des méthodes nouvelles et le niveau peu élevé de leurs traitements ainsi que le peu de «prestige social»

Néanmoins, en Grèce, par rapport à ce que l'on constate dans d'autres pays, on peut dire sans exagération qu'en général les clivages, fléchissent devant un puissant sentiment d'unité et que la relative mobilité sociale diminue sensiblement l'intensité de la diversité dont aucun système n'est exempt.

En fait, du point de vue économique, mise à part la minorité puissante mais très restreinte des «grands bourgeois», la grande majorité de la masse urbaine qui constitue la «petite bourgeoisie» est plus ou moins économiquement équivalente. Sur le plan social, l'absence de tradition aristocratique contribue beaucoup à l'homogénéité constatée, et dans le domaine professionnel il y a de moins en moins de professions dites «fermées». Du point de vue de la religion, contrairement à ce qui se produit dans beaucoup d'autres pays, la notion de clivage est inexistante dans ce pays où 98 % de la population appartient à la religion orthodoxe. Dans le domaine culturel enfin, il n'existe pas non plus une hétérogénéité culturelle qui serait à l'origine des clivages.

Karl Loewenstein, à propos de sa classification ontologique des constitutions—selon laquelle les constitutions normatives sont généralement le privilège des pays socio-économiquement homogènes—après avoir rendu hommage au normativisme britannique, résultant du «degré relativement élevé d'homogénéité sociale et économique», ajoute: «... La France, l'Italie et la Grèce y (au normativisme constitutionnel) reviennent toujours après les intermédiaires révolutionnaires».¹

En ce qui concerne les dimensions des clivages politiques proprement dits, le fait qu'il existe en Grèce plus de partis «de personnes» que de partis «de principes» est un indice significatif de cette homogénéité si relative soit-elle.

Cependant, on ne peut pas négliger la dissension profonde créée au sein de l'opinion publique par les troubles intérieurs consécutifs à la IIe Guerre Mondiale. En fait, les violents conflits de cette guerre civile ont fortement marqué la vie politique grecque qui, jusqu'à nos jours, subit les conséquences de ce clivage.

Selon Easton, face à l'intensité des clivages qui provoquent des courants centrifuges privant le système d'une grande partie de «soutien»,² tout système, soucieux de survivre, prend des mesures qui visent soit à éliminer la «diversité» qui est à l'origine du clivage, soit à l'intégrer pour la neutraliser en lui donnant la possibilité de s'exprimer,

ce qui entraîne des «effets cathartiques» appréciables pour l'écartement des attitudes négatives de «soutien».

Dans le système politique grec, la mise hors la loi du K.K.E. (Parti Communiste de Grèce) en 1947 était une mesure du premier type tandis que la fondation en 1951 de la «Gauche Démocratique Unifiée», parti politique au sein duquel on voit depuis lors lutter les éléments de tendance de gauche communiste, appartenait à la seconde catégorie de réponses.

Bien entendu, comme l'auteur ne manque pas de le signaler, la seule représentation au niveau des législateurs (formelle ou même réelle) ne suffit pas pour réduire les conséquences corrosives des clivages, car elle doit s'étendre également à d'autres niveaux (par exemple, la représentation des divers groupes sociaux dans le recrutement du personnel administratif).

Dans le cas du système politique considéré, il n'est pas sûr que les efforts du système pour affaiblir l'intensité de ce clivage se soient aussi étendus à d'autres niveaux. L'exigence de certificats de loyalisme (couramment appelés «de conviction sociale») pour les candidats à des postes de nature publique ou semi-publique est significative de ce que le système ne se montre pas toujours disposé à avoir recours à un type de réponse souple pour assurer un «soutien» plus large.

conclusion

Bien que l'on ne puisse prétendre avoir épuisé toutes les possibilités que le modèle d'Easton procure, on pourrait peut-être retenir quelques points à propos desquels on a exprimé des hésitations sur la possibilité, ou plutôt l'utilité, de l'application du modèle théorique en question à un système politique tel que celui de la Grèce.

En fait, Easton fait abstraction des «actions» pour s'élever au niveau des «événements», et, tout en étant plus opérationnel que Parsons, il ne se rend pas toujours compte des conséquences que la négligence volontaire de l'élément structurel peut avoir pour les processus, ainsi qu'on l'a constaté à l'examen des mécanismes structurels du système politique grec.

En outre, sa conception des inputs, considérés principalement comme «échanges» ou «transactions» entre le système politique et son environnement, ne renferme-t-elle pas à l'état latent la présupposition que les processus politiques se déroulent pour la plupart dans une atmosphère de «jeu», et de «marchandage» (bargaining)? Mais cela n'est pas toujours le cas, ni pour le système politique grec ni pour bien d'autres systèmes qui divergent sensiblement

1. *Political Power and the Governmental Process*, Chicago, 1957 p. 147 et s.

2. Notons que ces courants centrifuges sont d'autant plus menaçants qu'ils proposent d'autres points de rattachement à la place des objets politiques rejetés, ce qui était le cas du clivage communiste en Grèce.

des modèles anglo-saxons. On peut alors se demander s'il y a là des preuves de la spécificité du système étudié¹ ou bien des indices des limites d'utilisation du modèle d'Easton.

Envisager les stressés en terme de perturbation de l'équilibre entre «demandes» et «soutien», n'est-ce pas s'élever à un niveau d'abstraction volontairement a-politique et négliger quelque peu l'importance que peut avoir—sinon pour la viabilité du système au moins pour les conditions de cette survie—l'incompatibilité et l'opposition des «demandes» des divers porteurs,² même lorsqu'il n'y a pas de danger de surcharge en raison du «soutien» ample et efficace que certains des porteurs des «demandes» procurent au système, comme en Grèce?

Néanmoins, même si toutes ces hésitations sur l'utilité d'étudier le système politique grec dans le cadre du modèle théorique d'Easton sont justifiées, il est vrai que beaucoup d'autres aspects du système considéré sont amplement éclairés par cette analyse, notamment la part de son dynamisme manifesté à plusieurs occasions, souvent même en l'absence de danger de stress—ou tout au moins de stress imminent (recours aux mécanismes culturels même si la structure particulière des organisations de «garde-seuil» lui assurait l'écartement de la surcharge de «demandes», efforts pour susciter le soutien «diffus» ou «spécifique» bien que le «soutien» offert par les «milieux influants» suffise pour compenser toute défaillance, etc.).

On peut conclure que le modèle méthodologique d'Easton, par la réunion en un seul schéma d'une pluralité de phénomènes politiques que la science politique classique négligeait et que les diverses théories partielles étudiaient sans en avoir une vue d'ensemble, nous permet d'éclairer beaucoup de problèmes jusqu'à présent dans l'ombre.

Cependant, même si l'on ne va pas jusqu'à admettre que «la théorie d'Easton est davantage orientée vers une taxonomie que vers une heuristique»,³ il est évident que, souvent, la causalité linéaire, à laquelle l'auteur soumet l'explication des processus politiques majeurs, n'est pas la méthode la plus adéquate pour analyser les situations, qui émergent dans l'arène politique.

1. Tel est l'avis d'A. Percheron: «Les applications de l'analyse systémique des cas particuliers», in *Journées d'étude sur l'analyse systémique en science politique*, Ass. Franç. de Sc. Polit., Paris, 1970 (ronéotypé).

2. Cf. J.W. Lapiere: «L'analyse systémique et le problème des changements politiques», in *Journées...*, Ass. Franç. de Sc. Polit., Paris, 1970 (ronéotypé).

3. Tel est l'avis de Ch. Roig: «Analyse de système et sciences sociales: perspectives de développement théorique», in *Journées...*, Ass. Franç. de Sc. Polit., Paris, 1970, p. 13 (ronéotypé).

W. Mackenzie voit mal comment des phénomènes politiques complexes pourraient s'expliquer par la seule analyse systémique du type input/output.⁴ A ses hésitations nous pourrions ajouter les nôtres, en considérant, par exemple, l'éventualité d'analyser le changement récent du «régime», dans le système politique étudié, par les outils conceptuels de la construction eastonienne.

Constater qu'un système politique, dans son ensemble, a persisté et qu'il a conservé son identité est une chose, mais expliquer les conditions de cette persistance ainsi que les changements effectués au cours de cette phase, en est une autre.

Néanmoins, dire que c'est plutôt de la solution du dernier problème que dépend la «valeur prédictive» d'une théorie, n'est point admettre que seul le «pouvoir prédictif» est critère de la vérité scientifique; car, en réalité, on sait qu'il est plus ou moins futile de chercher la prédiction hors du domaine des sciences exactes.⁵ C'est plutôt au pouvoir explicatif⁶ du modèle que l'on visait et l'on s'attendait à ce qu'il fût plus étendu.

Qu'est-ce, en fait, toute construction de modèle théorique sinon un système symbolique pour mieux faire comprendre des systèmes politiques concrets?

Reste à savoir si la «théorie politique», dans son ensemble, telle qu'elle a évolué au cours de la dernière décennie, a réussi à inventer une unité d'analyse et un système conceptuel susceptibles d'expliquer de façon satisfaisante les opérations de tout système politique concret. Dans un autre contexte,⁷ Easton lui-même, se posant cette même problématique, répond avec modestie que: «ceci peut être discutable»; mais, selon notre conviction personnelle, pour que des résultats optimaux puissent être attendus sur ce point, il faut également que l'on utilise plus fréquemment que l'on a fait jusqu'à présent—les cadres théoriques pour l'étude des processus politiques.

4. L'auteur, envisageant p.e. l'éventualité d'analyser la décision de la Grande Bretagne vis-à-vis de la question du Commonwealth ou celle du Marché Commun, écrit: «...les choses semblaient arriver non à cause de «demandes» et de «soutien» positifs, mais à cause d'un sentiment passif qu'une chose ou autre devait arriver (op. cit., p. 110).

5. G. Vickers remarque à ce propos: «Les sciences sociales n'ont pas un pouvoir prédictif direct mais elles disposent d'un pouvoir explicatif immense; ainsi, elles enrichissent grandement les modèles par lesquels nous expliquons et nous prédisons à la fois («A Classification of Systems», in *General Systems Yearbook of the Society for General Systems Research*, Vol. XV [1970], p. 6).

6. Description, explication, vérification sont, d'après Easton, les trois buts visés par le behaviorisme («New Revolution in Political Science», in *Amer. Pol. Sc. R.*, Vol. LXIII, No. 4, December, 1969, p. 1053).

7. *Varieties of Political Theory*, Prentice-Hall Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1966, p. 5.